18 Mai 2002

Le courage de réformer
et de poser les questions qui dérangent

article paru dans libération du 23 mai 2002 sous le titre : *"Comme la vigie sur le Titanic "*

Par Michel Godet[1]

"*Vous avez raison, mais on ne peut pas le dire car c'est électoralement suicidaire"*. Voilà ce que me rétorquaient généralement les politiques face à la montée du chômage au début des années 90 ! La cohabitation a trop longtemps figé la France dans l'impuissance, c'est à dire *"dans l'accord momentané dans le désordre reporté"* pour reprendre la formule de Pierre Massé. Le séisme du premier tour des présidentielles a provoqué un électrochoc salutaire dans un pays en état de coma politique. Avec la réélection plébiscite du Président Chirac, la France a de nouveau la chance d'avoir une majorité à même d'entreprendre les réformes courageuses qui s'imposent. Mais pour cela, il faudra bien pendant et après les élections poser toutes les questions de fond, même les plus dérangeantes.

Jusqu'à présent, la voix des Cassandres, qui s'inquiètent du recul de la France, des gaspillages publics, des fuites en avant démagogiques et des conséquences sur la croissance et les retraites du vieillissement de l'Europe, est restée couverte par l'actualité. Il faudra bien entendre cette voix, car les cheveux gris iront de pair avec une croissance molle et l'histoire est là pour nous rappeler que le déclin démographique des sociétés n'a jamais été suivi d'expansion et de rayonnement, bien au contraire.

La critique est facile et je suis souvent interpellé : que feriez-vous si vous étiez aux commandes ? Je commence par répondre que je devrais m'imposer une certaine autocensure et veiller à mes propos, car les meilleures idées ne sont pas celles que

[1]Professeur au Conservatoire national des arts et métiers. A participé au livre collectif : :"Le courage de réformer "sous la direction de Claude Bébéar Editions Odile Jacob Mai 2002

l’on a, ni même celles que l’on donne, mais celles que l’on suscite. Sur la plupart des grandes questions de ce début de siècle, les diagnostics sont connus depuis longtemps; seul le mode d'emploi pour passer des idées aux actes fait défaut. Comment mettre en œuvre les réformes qui s'imposent sans susciter des levées de boucliers ? Pour les gouvernants, la question la plus difficile n'est pas de savoir que faire : mais comment le faire ? La question de la méthode est essentielle, il faut changer les règles de gouvernement, c'est-à-dire de gouvernance comme le prône avec force le premier Ministre Jean-Pierre Raffarin[2]. Il sait qu'il est préférable d'agir par le bas plutôt que par le haut, par la concertation et l'expérimentation plutôt que par décret unilatéral.

L’appropriation est indispensable pour passer de l’anticipation à l’action : aucune réforme ne peut se faire sans l'adhésion de ceux qui sont concernés. Les Français sont adultes, ils ne veulent plus être traités comme des enfants à qui l'on cache la vérité. Ils sont partagés entre l'envie de ne pas savoir, de ne rien changer à leurs habitudes, de continuer la fuite en avant et le désir qu'on leur dise la vérité sur les changements qui s'imposent. Ne laissons pas le monopole des bonnes questions à ceux qui apportent les mauvaises réponses et posons les questions qui dérangent en nous affranchissant de nos tabous.

Quand c'est urgent, il est trop tard ! Commençons donc par penser au long terme et à la démographie. Une société qui ne se reproduit pas décline et a peu de chances de rester ouverte au changement et à l’extérieur. Inspirons-nous de l'exemple des pays nordiques pour faciliter l’insertion des étrangers par une meilleure répartition spatiale et scolaire. N'attendons pas que la France ait les tempes grisonnantes pour encourager la relance de la natalité car l'intégration des flux migratoires à venir sera d'autant plus facile qu'il y aura un plus grand nombre d'enfants nés au pays dans les écoles. Bien sûr, cela ne suffira pas pour faire reculer la violence à l'école et dans les cités. Il faudrait aussi que cesse la violence d'un système de reproduction des élites fondée sur la sélection par l'échec et un quasi-apartheid scolaire entre les

[2] Jean-Pierre Raffarin: "Pour une nouvelle gouvernance", Ed l'Archipel 2002.

filières et les quartiers. Il faudrait enfin, compléter la politique sociale par une politique familiale afin de lutter contre la paupérisation des familles nombreuses : une femme sur deux voudrait un enfant de plus, mais y renonce pour des raisons matérielles.

La France des champs se ride et la France des villes explose. À défaut de changer de cap, on aura bientôt, à côté de la région parisienne et de quelques métropoles régionales, un grand cimetière français dans nos provinces. Une autre politique d'aménagement du territoire est possible : les nouvelles technologies de communication et de transport rapide permettent justement de retrouver une meilleure cohésion sociale à moindre coût. Le mythe de la concentration urbaine a un coût colossal pour la société : la fracture sociale des cités, c'est aussi une facture à payer. Tout est fait pour favoriser le développement des mégalopoles chères à la Datar. Pourtant, le dernier recensement révèle que les populations et singulièrement les familles avec enfants fuient les espaces urbains encombrés, insécurisés, sans âme, et cherchent par tous les moyens à s'installer dans des villes moyennes à taille humaine bien loties en services publics de transport, d'éducation et de santé.

Le tournant de 2006

Le tournant de 2006 est annoncé : pour la première fois depuis quarante ans, la population active va cesser d'augmenter et même commencer à diminuer inexorablement alors que le nombre de retraités va exploser : 600.000 par an à partir de 2006 contre 300.000 par an entre 2000-2005. Rien ou presque n'a été prévu, il faudra tout remettre à plat : les retraites, les cotisations sociales, le temps et la durée du travail, la politique familiale, l'ouverture des frontières, l'éducation, la santé, l'aménagement du territoire. Les réformes à entreprendre concernent d'abord la gouvernance des pouvoirs politiques, syndicaux, associatifs et médiatiques afin d'instaurer une meilleure transparence de l'information, de l'évaluation et un partage plus démocratique des responsabilités.

N'hypothéquons pas le long terme en transmettant aux générations futures un héritage négatif. La refonte des systèmes de retraites devra tenir compte des temps de cotisations mais aussi des inégalités devant la mort : les catégories qui cotisent le plus longtemps, comme les ouvriers du bâtiment et de l'industrie sont aussi celles qui ont l'espérance de vie la plus faible ! Dans notre pays, les inégalités de statut ne sont pas moins choquantes que les inégalités de revenus.

C'est l'activité qui crée l'emploi et il faut certainement libérer la création. Mais il n'y a pas de création sans transpiration, il faut donc encourager l'effort, l'initiative et le risque.. Cessons aussi de diaboliser les exemples étrangers qui nous dérangent. Il y a certainement des idées à prendre aux Pays-Bas sur le partage du travail par le développement du temps partiel et de la pluri-activité, y compris dans les administrations, en Italie sur la réforme de la fonction publique. Plutôt que de donner du grain à moudre à ceux qui ont déjà du pain, continuons à augmenter le nombre de semeurs rémunérés, en baissant le coût du travail.

Que nos gouvernants, devenus modestes et responsables, cessent enfin de chercher la solution miracle d'un changement qui viendrait d'en haut! C'est d'en bas qu'il faut agir, expérimenter et innover. Le fleuve du changement global ne naîtra que des 1001 initiatives locales. Ce sont ces dernières qu'il faut mettre en avant pour placer les Français devant leurs responsabilités et provoquer des effets de saine contagion.

Le prospectiviste est un peu comme la vigie sur le Titanic. Son ambition n'est pas de voir le bateau France rentrer dans un iceberg et dire après : "voyez je l'avais bien dit !" La bonne prévision n'est pas celle qui se réalise mais celle qui conduit à l'action pour éventuellement l'empêcher.